

Projet de délibération n° 128/2018 du 31 mai 2018 approuvant l'opération et validant le plan de financement de l'étape de conception 2 liée à la Maîtrise d'œuvre et les contrôles techniques et sécurités pour la reconstruction de l'école 2+2=4

LE CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE PUNAAUIA

- **VU** la loi n° 71/1028 du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française ;
- **VU** le décret n° 72/407 du 17 mai 1972 portant création des communes dans le territoire de la Polynésie française ;
- **VU** la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, modifiée par la loi organique n° 2007-223 du 21 février 2007 puis par la loi organique n° 2007-1719 du 07 décembre 2007 ;
- **VU** l'ordonnance n° 2007-1434 du 05 octobre 2007 rendant applicable les dispositions du Code général des collectivités territoriales aux communes de la Polynésie française, à leurs groupements et à leurs établissements publics ;
- **VU** le courrier n° 2390/ADEME/55515 du 26 mars 2018 de l'ADEME accusant réception du dossier de demande de financement ;
- **VU** l'avis favorable de la Commission Equipement et développement communal réunie en date du 18 mai 2018 ;
- Après avoir délibéré, le Conseil municipal ;
- En sa séance du 31 mai 2018 ;

ADOpte

Article 1 – Sont approuvés l'opération et le plan de financement de la « Reconstruction de l'école 2+2=4 – Etape de conception 2 » établis comme suit :

RECONSTRUCTION DE L'ECOLE 2+2=4 - ETAPE DE CONCEPTION 2		
BAILLEURS DE FONDS	MONTANT EN CFP TTC	
FIP ETUDES	15 666 400	80%
Commune	3 916 600	20%
TOTAL	19 583 000	100%

Article 2 – L'étape de conception 2 de la reconstruction de l'école 2+2=4 correspond aux différentes missions ci-après détaillées :

- le concours d'architecture (3 candidats envisagés),
- l'avant-projet sommaire-APS (première estimation de l'opération),
- l'avant-projet détaillé-APD (coût des travaux définis),

- le suivi technique sur plan APD par le bureau de Contrôle Technique (CT), le suivi de sécurité sur plan APD par le contrôleur de la Sécurité et de la protection de la santé (SPS).

Article 3 – Le Maire est autorisé à signer la convention de financement, à venir et à signer d'une manière générale tout document nécessaire à la parfaite exécution de cette opération.

Article 4 – La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Article 5 – Le Maire et le receveur municipal sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente délibération.

*Fait et délibéré le 31 mai 2018,
Extrait certifié conforme au registre des délibérations,*

Le secrétaire de séance,

Le Maire,

Tania MANEA-LYAU

Ronald TUMAHAI

